



Édito Informer, échanger et partager

Jean-François COUSTILLIÈRE
Président d'Euromed-IHEDN

Euromed-IHEDN, après plus de 10 ans d'existence, s'apprête à entamer un nouveau cycle d'Entretiens dont l'ambition est d'informer, d'échanger et de partager sur les questions méditerranéennes.

La situation autour de la Méditerranée n'a jamais été, depuis 2004, si tendue ni si conflictuelle. Les tentatives d'initiatives de rapprochement ou de coopération n'ont pas apporté les résultats attendus et les relations internationales actuelles sont encore plus défavorables qu'elles ne l'ont jamais été. Le conflit israélo-palestinien perdure avec, chez les belligérants, des attitudes plus intransigeantes que jamais ; avec les révoltes arabes les rapports entre nations concernées sont devenues plus inconciliables qu'au temps des régimes autoritaires ; la plupart de ces révoltes ont débouché sur des guerres civiles ou tout au moins sur des régimes tout aussi autoritaires qu'avant.

suite page suivante

**Soutenez l'association
en adhérant
ou renouvelez votre participation
dès maintenant
pour l'année 2014 / 2015**

*Voir bulletin d'inscription
(ou de réinscription) en dernière page*

*Comme chaque mois, cette lettre a pour vocation de vous informer à la fois des activités à venir organisées par l'association, des nouveautés intervenues sur le site **Euromed-IHEDN**, de vous communiquer, le cas échéant, le point sur d'éventuels événements concernant la Méditerranée et de vous présenter des personnalités liées à notre association et œuvrant pour le rapprochement des deux rives de la Méditerranée.*

Marion FALLOT - *Chargée de la rédaction*

Remerciements

Euromed-IHEDN, comme toute autre association, se heurte à une situation économique globale défavorable. Plus particulièrement, les subventions des organismes publics se trouvent réduites voire même supprimées. Cette carence de ressources nous conduit à rechercher notre autonomie financière et à ne compter que sur nous-mêmes. Ce projet est d'ailleurs honorable après dix ans d'existence. Ou bien l'association répond aux attentes de ses membres et elle poursuit son activité, ou ce n'est pas le cas et elle aura donc vocation à disparaître.

C'est ainsi qu'avant l'été, le conseil d'administration a décidé de faire appel aux dons des membres de l'association à Paris. Il s'agissait de préparer l'activité du cycle 2014-2015 dans un contexte où nous ne sommes pas parvenus à obtenir le soutien des organismes publics de la région Ile de France à la différence de ceux de Paca.

La mobilisation des membres en réponse à cet appel a été superbe et je tiens à manifester à cette occasion à la fois ma gratitude au nom de l'association, mais aussi ma satisfaction face à la manifestation des membres et de leur attachement à l'activité d'Euromed-IHEDN.

Il sera rendu compte de cette action lors de l'AGO le 25 septembre.

Nous serons sans doute conduits à renouveler cet appel plus tard, et cette fois vers tous les membres.

J-F C

**5^{ème} RENCONTRES DE CYBÈLE
LE 6 NOVEMBRE À MARSEILLE**

pages 3 et 4

PENSEZ À VOUS INSCRIRE

**PROCHAINE CONFÉRENCE
INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT**

page 5

CONFÉRENCES DU CYCLE 2014/2015

page 6

REVUE DE PRESSE *pages 7 à 10*



suite de l'édito

La Libye connaît une anarchie violente et meurtrière, la Syrie, dans le chaos, supporte des massacres sans fin. Au sud et à l'est des pays riverains de la Méditerranée se développent des guerres meurtrières telles celles du Mali ou de l'Irak. La création récente de l'Etat islamique accroît encore la menace et nourrit le terrorisme pour soumettre des populations dans un état archaïque et sanguinaire. Les pays n'ayant pas connu les révoltes de 2011 sur leur territoire prennent conscience que la menace terroriste les cible particulièrement et qu'ils ne pourront pas échapper aux conséquences des désordres qui s'amplifient chez leurs voisins. Ce rapide survol, non exhaustif, est sombre et inquiète la Communauté internationale.

Face à l'échec évident des démarches politiques et à l'expansion inexorable de la violence il convient de proposer des solutions. Bien sûr d'aucuns préconisent l'intervention armée pour stopper la catastrophe humanitaire... Comment ? Avec quels moyens ? Avec qui ? Là sont les vraies questions éludées par ces généreux conseillers. Trop de théâtres, avec des armements modernes, servis par des effectifs nombreux dans des reliefs difficiles et de vastes espaces sont des caractéristiques qui situent ces conflits au-delà des capacités classiques des moyens disponibles. Les expériences récentes, Irak, Afghanistan ou Libye, ont montré que des aventures mal préparées et sans suite dédiée à la reconstruction pouvaient se révéler plus destructrices que l'inaction.

Enfin, il importe de souligner que les diverses situations que connaît la région, même si chacun s'accorde sur la nécessité de venir en aide aux populations, sont loin de faire l'objet d'une analyse consensuelle des acteurs potentiels qui ont, chacun, des projets différents pour ne pas

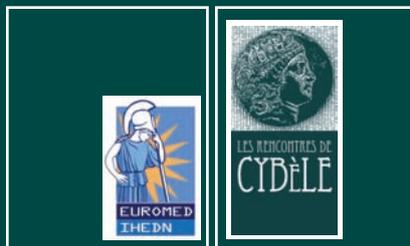
dire divergents : Union européenne, États-Unis, Arabie séoudite, Qatar, Turquie, Israël, Russie, Chine, Maroc, Algérie, France et autres pays de l'UE au titre de leurs agendas nationaux, etc. Comment imaginer dans ces circonstances des coalitions utiles d'autant plus que les moyens de coercition sont fortement différents ?

La Méditerranée est un véritable imbroglio violent et dangereux, lourd de menaces pour la région.

Face à cette situation il convient de s'efforcer de comprendre les tenants et les aboutissants, puis d'appeler, si possible, les décideurs à l'approfondissement des questions pour mieux réagir et enfin à promouvoir le rapprochement des hommes pour favoriser l'échange et le dialogue.

Dans cette perspective, Euromed-IHEDN, au cours du cycle 2014-2015 conduira deux projets, avec le souci de donner le plus souvent possible la parole aux experts du Sud et de l'Est de la Méditerranée :

- **Les Entretiens Euromed-IHEDN mensuels à Paris et à Marseille, conférences-débats de sensibilisation aux questions méditerranéennes actuelles ;**
- **Les Rencontres de Cybèle en novembre à Marseille, journée d'échanges et de débats entre une dizaine d'experts et le public sur la situation en Méditerranée, notamment le rapport au tourisme, activité essentielle pour nombre des pays riverains, tant au Sud qu'au Nord.**



Les 5^{èmes} Rencontres de Cybèle

organisées par l'association Euromed-IHEDN
dans le cadre de la **Semaine Économique de la Méditerranée SEM**
se tiendront

jeudi 6 novembre 2014

à Marseille, Villa Méditerranée

Pertinence et impertinence Exemple de l'activité touristique

La Méditerranée connaît aujourd'hui une situation nouvelle face à laquelle les démarches institutionnelles développées jusqu'alors paraissent bien inadaptées. Quels que soient les efforts mis en œuvre les résultats sont maigres. Les aspects sécuritaires, au sens large, comme ceux économiques méritent une analyse sans concession, voire impertinente, pour dégager des propositions pertinentes concrètes notamment dans le domaine du tourisme. Tels sont les défis qui se présentent à nous.

L'objectif sera « prospective, propositions et recommandations » au profit des décideurs.

Quatre tables rondes sont prévues.

L'accès est libre mais soumis à inscription (obligatoire)

Pour vous inscrire ou recevoir le programme détaillé suivez le lien
www.euromed-ihedn.fr

ou par courriel
entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr





Les 5^{èmes} Rencontres de Cybèle

Table 1

8h45 > 10h15 > Table 1
**Une situation nouvelle
en Méditerranée**

Sous les effets de la crise économique mondiale et des instabilités induites par le mouvement démocratique arabe, la Méditerranée ne connaît plus ni homogénéité ni cohérence. Elle est partagée mais tout autant disputée. Dans ce contexte il est plus que jamais utile de réfléchir à une vision à long terme pour cet espace sans pour autant aspirer à mettre en place des recettes communes comme ce fut le cas en 1995 avec le Processus de Barcelone. De fait les hétérogénéités, les particularismes de chaque agenda national et les interventions de puissances extérieures à la zone accroissent les risques et les menaces, tandis que les conditions d'une prospérité sont de plus en plus délicates à établir, surtout avec l'effondrement de la ressource touristique. La Méditerranée est-elle encore une « Région » ?

Dans le même temps on est obligé de constater une véritable panne de « processus institutionnel » du côté européen. Les décideurs se désintéressent des problématiques méditerranéennes ; sans vision globale éclairée ils se contentent de se focaliser sur des événements ponctuels au gré des réactions médiatiques : leur but "passer entre les gouttes", et pour cela commenter les événements à chaud mais rarement développer une stratégie à moyen-terme pour l'action dans cette région.

Table 2

10h30 > 12h > Table 2
**Quelle sécurité
dans la région ?**

La sécurité est de plus en plus délicate à assurer. La situation de tensions et de crises qui frappent la plupart des domaines de la vie quotidienne justifie une approche globale selon la démarche de « sécurité humaine ». Garantir la santé, l'accès à l'eau et la sécurité alimentaire, est tout aussi important au quotidien que la lutte contre les agressions civiles, le terrorisme, les trafics ou les menaces internationales. Le développement du tourisme, source importante de ressource, est également conditionné par cette garantie. Les systèmes politiques, le développement d'un droit équitable et ouvert etc., sont indissociables d'une sécurité pérenne.

Table 3

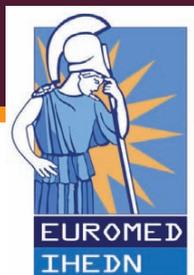
13h > 14h30 > Table 3
**Quelle économie
dans la région ?**

Le soulèvement démocratique qui a traversé le monde arabe illustre que la croissance n'est pas en soi créatrice d'équité sociale, ni de valeurs partagées. Dans la période de l'après-révolte qui s'ouvre pour plusieurs pays de la zone, l'enjeu est celui de la définition d'un nouveau contrat social qui indique quels sont les bénéficiaires prioritaires de la richesse, comment elle est répartie et dans quel but. La problématique fondamentale est l'emploi, et plus particulièrement l'emploi des jeunes qui constitue un défi prioritaire et invite à chercher de nouvelles pistes d'ouverture économique. Parmi celles-ci, les perspectives de mise en place d'un tourisme de développement durable, avec la formation correspondante pourrait être une solution à favoriser. D'autres sujets sont également très importants : celui de l'équité entre les genres (accès des femmes au travail, à la décision politique et sociale...) et celui de l'équilibre des territoires. Ces différents paramètres sont ceux de la croissance inclusive.

Table 4

14h45 > 16h15 > Table 4
Conclusions et propositions

Dans ces conditions, il semble que la Méditerranée doit être analysée de façon différente à l'approche du 20ème anniversaire de la déclaration de Barcelone et au moment où se met en place une nouvelle Commission européenne. Tout d'abord les rapports entre riverains font apparaître des espaces hétérogènes imposant des approches qui tiennent compte des particularités. Des choix géographiques et sectoriels devraient être envisagés. De plus, les ingérences extérieures ont des conséquences qu'il importe de mesurer. Enfin, les risques que font peser les conflits extérieurs méritent d'être évalués, plus particulièrement sur l'activité touristique. Certes des besoins de solidarité resteront sans doute nécessaires, mais il importera de les identifier avec précision et de ne pas se laisser aller à des considérations politiciennes. Il s'agit de mener, avec le souci de la plus grande pertinence sans s'interdire l'impertinence, une réflexion prospective sur les relations de la Méditerranée avec le reste du monde, et d'évaluer sur quels principes de nouvelles formes de coopération peuvent être déployées selon les axes Nord-Sud et Sud-Sud pour permettre à la Région de mieux entrer dans la mondialisation.



Les entretiens d'Euromed-IHEDN Conférence ouverte à l'inscription

L'inscription est obligatoire (Plan Vigipirate activé). Vous pouvez vous inscrire dès maintenant.

Par courriel : entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr ou par téléphone au 06 34 19 28 79

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur le site www.euromed-ihedn.fr



notre invité sera M. Pierre VALLAUD *historien*,
sur le thème :

La Méditerranée, panorama à la veille de 2015

Pierre VALLAUD, historien, a enseigné les relations internationales à l'université Saint-Joseph de Beyrouth et dirigé le CERGES (Centre d'études et de recherche géostratégique). Spécialiste de l'histoire du XXe siècle, son ouvrage « *L'étau : le siège de Leningrad* » est paru chez Fayard au printemps 2011. « *L'Atlas géopolitique de la Méditerranée contemporaine* » paru en 2012 au PUSJ, Beyrouth, Cérès éditions, Tunis, et l'Archipel, Paris est son dernier ouvrage.

C'est en ami qu'il assure, depuis 2008, la conférence de rentrée de notre cycle de conférences.

Il nous a semblé opportun de demander à Pierre VALLAUD de nous dresser un panorama de la zone méditerranéenne à l'occasion de cette première conférence du cycle des Entretiens d'Euromed-IHEDN.

La Méditerranée orientale, mais aussi occidentale ont connu des heures sombres et violentes au cours de l'année 2014 et plus particulièrement cet été.

Où en est-elle à la veille de 2015 et comment envisager l'avenir ?

À MARSEILLE

Lundi 22 septembre

amphithéâtre de l'Ecole de la Deuxième Chance
360, chemin de la Madrague-Ville / pl. des Abattoirs
MARSEILLE 15ème.

**Inscriptions à la conférence à MARSEILLE
prises jusqu'au vendredi 19 septembre**

Pour celles et ceux qui souhaitent dîner
avec le conférencier :
Inscriptions prises jusqu'au mercredi 17 septembre
dans la mesure des places disponibles.
Le montant du dîner est de 32 €.
Les chèques sont à libeller au nom de :
Restaurant LES ARCENALX .

À PARIS

Mercredi 24 septembre

amphithéâtre Suffren,
à l'Ecole militaire.

**Inscriptions à la conférence à PARIS
prises jusqu'au vendredi 19 septembre**

Pour celles et ceux qui souhaitent dîner
avec le conférencier :
Inscriptions prises jusqu'au mercredi 17 septembre
dans la mesure des places disponibles.
Le montant du dîner est de 32 €.
Les chèques sont à libeller au nom de :
Association EUROMED-IHEDN .

Contact entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr



Les entretiens d'Euromed-IHEDN Conférences à l'étude pour le cycle 2014/2015

Le calendrier est en cours de finalisation.

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur le site www.euromed-ihedn.fr

Les thèmes que nous souhaiterions aborder cette année sont les suivants :

- Octobre
L'Irak dans l'ombre de la tyrannie *par Myriam BENRAAD*
- Novembre
Comprendre les enjeux syriens *par Xavier BARON*
- Novembre Décembre **Soirée réservée aux membres adhérents**
Que peut-on attendre de la diplomatie en Méditerranée ?
par Michel ROCHE
- Décembre
Le conflit israélo palestinien *par Hassan BALAWI*
- **La vision de la société tunisienne chez Ennahda**
pressenti Ridha BAROUNI
- **Eau, terres et pouvoirs au Proche Orient**
pressenti Pierre BLANC
- **Le Maghreb facteur d'unité et de désunion**
pressenti Flavien BOURRAT
- **Voiles latines et navigation en Méditerranée :
un domaine partagé** *pressenti Hubert POILROUX-DELEUZE*
- **Devenir du Proche et du Moyen-Orient**
pressenti Antoine SFEIR
- **Les pays du sud-méditerranéens face au besoin de sécurité alimentaire**
pressenti Sébastien ABIS
- **Les enjeux migratoires en Méditerranée**
pressentie Catherine WIHTOL DE WENDEN

Contact entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr

Proposition d'Emma Bonino

« Instituer un Commissaire UE pour la Méditerranée »



« L'UE à besoin d'un Commissaire Européen à la Méditerranée, les politiques classiques européennes money-market-mobility pour le Sud ne fonctionnent pas.

Ce qui arrive dans la région rend urgent pour l'Europe de recommencer avec hardiesse, détermination et patience une nouvelle politique, qui ne soit pas la photocopie du voisinage oriental avec l'idée bizarre qu'un modèle unique peut fonctionner partout, de la Géorgie à l'Algérie ».

La proposition arrive d'Emma Bonino, ancien ministre des Affaires Étrangères, interview au quotidien La Stampa. Qui précise qu'« il ne s'agit pas d'une auto-candidature ».

Une vision stratégique est nécessaire.

Selon Emma Bonino il faut cesser de raisonner par zones d'influence, mais avoir une vision d'ensemble : « pour aussi préoccupante que soit la rive Est, c'est au Sud que l'attention doit porter ». d'où les devoirs du Commissaire spécial, qui devrait avoir une vision

stratégique de la région, renforcer et soutenir Maroc, Tunisie, Jordanie, Liban pour lesquels une politique bilatérale européenne de soutien à la transition politique et au développement économique a encore une possibilité et rouvrir avec détermination le processus d'adhésion de la Turquie ». Elle ajoute : « Un Commissaire à la migration n'est pas nécessaire, la migration est seulement une partie du problème ».

GOZI (PD)

Une proposition que nous pouvons partager

« nous soutenons l'idée d'Emma Bonino de créer un Commissaire UE à la Méditerranée ». Telle est la déclaration de Sandro Gozi, sous-secrétaire à la présidence du Conseil avec délégation aux Affaires Européennes au micro de Radio Radical, mais à une condition: « ce ne doit pas être une boîte vide ». Il faut « un Commissaire qui ait les compétences économiques, les ressources financières et les compétences en matière d'élargissement en ce qui concerne l'adhésion de la Turquie ». L'idée cependant est juste, parce que « dans ce nouveau cycle politique européen il faut placer la Méditerranée de façon centrale, c'est une des priorités de notre semestre de présidence de l'UE ». L'impératif est donc de « relancer, et peut-être repenser, la politique euro-méditerranéenne du point de vue opérationnel. Les propositions d'Emma Bonino vont dans la bonne direction, je crois qu'un Commissaire à la Méditerranée serait une excellente chose ».



D'autres commentaires sur le lien suivant

http://www.ecfr.eu/paris/post/lunion_europeenne_a_besoin_dun_commissaire_pour_la_mediterranee

Source

http://www.termometropolitico.it/132151_proposta-emma-bonino-istituire-commissario-ue-per-mediterraneo.html

Traduction Daniel VALLA



Par Pierre BLANC et Jean-Paul CHAGNOLLAUD *membre du Conseil scientifique d'Euromed-IHEDN*
Huffington post – 30 juillet 2014

Le Proche-Orient et ses funestes bifurcations idéologiques

Dans le fatras des immeubles écrasés et les rues devenues des champs de tirs, la Bande de Gaza ne cesse de compter les victimes d'une armée israélienne sans retenue. Plus silencieux est l'exil forcé des chrétiens de Mossoul par les barbares de l'Etat islamique de l'Irak et du Levant (devenu Etat islamique).

Si le sort tragique des Palestiniens de Gaza trouve un écho en France -à juste titre tant il est bouleversant-, celui des chrétiens de Mossoul ne mobilise pas autant. A ce sujet, Régis Debray écrit voilà quelques années que "Les chrétiens d'Orient sont trop Arabes pour les Occidentaux bon teint et trop chrétiens pour les progressistes bon teint." Alors que les médias semblent s'en être aussi un peu détournés, comment oublier aussi le conflit syrien avec ses millions de réfugiés et ses 200.000 morts, à la fois victimes d'un pouvoir brutal et de certains groupes jihadistes voulant remplacer une dictature nationaliste par une dictature islamiste.

Le sujet ici n'est pas la différence de traitements entre trois actualités. Car les trois destinées dont nous parlons sont rattrapées par une même violence. Qu'ils soient Palestiniens interdits d'accès aux droits les plus fondamentaux par Israël, Syriens écrasés parce qu'ils veulent sortir d'un régime autoritaire et corrompu sans pour autant embrasser les normes d'un islamisme rétrograde, ou qu'ils soient Irakiens, chrétiens ou musulmans, persécutés par les jihadistes barbares de l'Etat islamique, c'est une même violence qui s'abat sur eux: celle qui recourt à la force pour nier l'Autre dans sa différence mais surtout dans son aspiration universelle à la dignité.

En prenant un peu de surplomb historique par rapport à ces trois actualités -avouons-le-, l'exercice est difficile tant l'émotion est forte- on ne peut que faire le constat d'une lente dérive de trois idéologies qui se voulaient libératrices à leur début: le sionisme, le nationalisme arabe et l'islam politique.

Le sionisme avait notamment pour visée d'éloigner les Juifs du Vieux continent du climat d'antijudaïsme de plus en plus prégnant. Quoique contesté à ses origines par les Juifs d'Europe, il finit par l'emporter, aidé en cela par les calculs stratégiques britanniques qui fondèrent un foyer national juif en Palestine puis par la terrible montée en puissance de l'antijudaïsme en Allemagne. Dans la famille sioniste, les parti-

sans d'une Palestine binationale accueillant Arabes et Juifs furent marginalisés dès les années 30 avant de disparaître au profit des sionistes intégraux. Au cœur de ce courant, les plus "modérés", d'idéologie travailliste, gouvernèrent jusqu'en 1977 avant de laisser la place aux ultra-sionistes du Likoud aiguillonnés par des religieux en quête de territoires à coloniser.

En dépit de la parenthèse des années 2000 avec le processus d'Oslo, cette mouvance ultra-sioniste n'a plus quitté la scène politique israélienne et c'est elle qui domine désormais, sa base électorale renforcée par des colons étant très solide.

Se libérer de la tutelle ottomane, tel était l'objectif du nationalisme arabe naissant. Pétris d'idéaux des lumières, les pères fondateurs de ce courant partageaient l'ardent désir de ressusciter la nation arabe et ses attributs: la langue, l'art et les lettres. Cependant, une fois libérés de la tutelle ottomane, les pays arabes furent contrôlés par des puissances mandataires (France et Grande-Bretagne) qui domestiquèrent ces élites nationalistes arabes, les décrédibilisant en partie auprès de leurs populations. Après les indépendances, des nationalistes plus révolutionnaires que démocrates prirent donc progressivement le pouvoir en Syrie et en Irak notamment. Et ces pouvoirs connurent la lente dérive autocratique et ploutocrate que l'on connaît sans compter qu'ils perdirent la guerre des Six Jours supposée libérer la Palestine en 1967. Dans ce contexte, c'est une autre idéologie de substitution qui prit le relais: l'islamisme.

Réformiste à ses débuts, ce courant a lui aussi émergé à la fin de l'Empire ottoman. La pensée de Jamal Eddine al-Afghani (1839-1897) et Mohamed Abduh (1849-1905) se voulait libératrice des Arabes qui devaient revenir à une certaine rationalité islamique. Mais dans une Egypte dominée par l'Angleterre, cette pensée fut supplantée par celle d'Hasan el-Banna, qui fonda les frères musulmans en 1928. Plus sectaire que ses prédécesseurs, il fut lui-même dépassé, dans un contexte de violence nassérienne contre les frères musulmans, par l'un de ses héritiers Sayyed Qotb (1906-1966), auquel nombre de jihadistes se réfèrent.

Cette radicalisation progressive de l'islam politique et surtout son succès doivent beaucoup à l'échec social, économique et politique des nationalistes arabes, aux agissements d'Israël, à

l'enrichissement de ses parrains du Golfe, puis plus tard, aux dérives américaines sous l'administration de George W. Bush.

Trois courants politiques, trois trajectoires certes différentes mais interagissant entre elles tandis qu'elles sont engagées sur un chemin de bifurcations malheureuses qui les a conduites vers plus de radicalité. Certes le recours à la nation juive ou arabe ou encore à l'islam, comme matrices primordiales et totalisantes, peut être porteur d'exclusion dans la mesure où le facteur d'appartenance rompt avec un certain universalisme: le sionisme annonce la déconsidération de celui qui n'est pas juif, le nationalisme arabe de celui qui n'est pas arabe (par exemple le Kurde), l'islam politique de celui qui n'est pas, selon une vision néo-orthodoxe, dans la lignée spirituelle du Prophète (le chrétien ou le juif).

Mais cette empreinte doctrinale plus ou moins marquée ne saurait expliquer les sauts successifs qui ont conduit ces courants à emprunter toujours plus les artères de la violence. Les vicissitudes historiques (persécution des Juifs en Europe, colonialisme européen puis ingérences américaines, iraniennes et saoudiennes), les violations territoriales en Palestine par Israël et l'impéritie économique et sociale des pouvoirs en exercice dans les pays arabes sont autant de facteurs puissants des mutations idéologiques qui se sont succédé et qui nous conduisent aujourd'hui à ce chaos.

La sortie des violences idéologiques ne saurait donc se faire sans revenir au politique. Autrement dit aux processus diplomatiques justes et engagés, aux systèmes politiques inclusifs basés sur la citoyenneté et aux politiques économiques et sociales qui ensemble ouvriraient une porte de sortie à cette combinaison d'idéologies agressives qui n'a que trop duré.

Source

http://www.huffingtonpost.fr/pierre-blanc/histoire-de-lislamisme_b_5629452.html

Pierre Blanc et Jean-Paul Chagnollaud ont publié récemment **L'Atlas des Palestiniens (Autrement)**.

Ils publieront en septembre 2014

Violence et politique au Moyen-Orient, Paris, Presses de sciences po.



Par Sébastien ABIS, chercheur associé à l'IRIS et administrateur au CIHEAM
membre du Conseil scientifique d'Euromed-IHEDN
 Dans affaires-stratégiques-info le 3 septembre 2014

Etat Islamique : armes et insécurités alimentaires

L'inquiétude s'amplifie sur les menaces multiples que représente la progression de l'Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie. C'est l'un des sujets majeurs de l'actualité internationale. De nombreux commentaires ont été proposés dans les médias durant l'été. Aux Etats-Unis, l'Administration Obama, accusée de passivité, a été contrainte de réagir et de remettre l'Irak dans son viseur. En France, le président de la République, François Hollande, a largement évoqué la lutte contre l'EI lors de son discours du 28 août 2014 en ouverture de la XXIIème Conférence annuelle des ambassadeurs. Aussi demandons-nous pourquoi les questions agricoles et alimentaires doivent-elles être considérées avec attention sur ce sujet ?



Tout d'abord, et sans revenir ici sur la stratégie évolutive de ce que l'on appelle désormais « Etat islamique » (EI), il convient de rappeler que ce groupe développe une politique territoriale très affirmée. Sa base géographique actuelle, entre la Syrie et l'Irak, répond à de multiples facteurs politiques, parmi lesquels se trouvent notamment la volonté de prendre le contrôle des ressources. Si les champs pétrolifères de la zone peuvent être convoités, n'oublions pas que l'EI avait également fait main basse sur le barrage de Mossoul, le plus grand de l'Irak, situé sur le Tigre, fleuve dont les eaux sont stratégiques pour la vie et l'économie régionale. Les forces kurdes sont finalement parvenues à en reprendre le contrôle pour le moment, suite à l'appui logistique et militaire américain, mais la bataille pour ce site n'est sans doute pas terminée. D'ailleurs, les différentes cartographies qui présentent l'implantation territoriale actuelle de l'EI révèlent à quel point celui-ci est basé le long des deux fleuves principaux de la région, à savoir le Tigre et l'Euphrate, qui prennent leurs sources en Turquie et sillonnent la Syrie et l'Irak du Nord au Sud en passant par deux villes fondamentales et historiques : Mossoul et Bagdad. L'EI semble donc avoir une stratégie territoriale dans laquelle la motivation pour l'accès aux ressources

naturelles stratégiques constitue un élément de premier plan. L'eau au Moyen-Orient, rare et donc convoitée, est plus que jamais une arme géopolitique. Si les frictions autour de la question hydraulique existaient bien avant l'apparition de l'EI, l'apparition de ce nouvel acteur violent et déterminé à remodeler l'équilibre des forces et les frontières de la région ne fait donc qu'accroître les risques dans cette perspective.

A cette problématique de la prise de contrôle des ressources en eau, il faut ajouter le problème de la terre. En effet, il faut toujours insister sur le fait que des combats armés font des dégâts considérables et durables sur les sols. Or, si ces derniers avaient une fonction principalement dédiée à l'agriculture, leur dégradation, à cause de la guerre, peut entraîner des chutes brutales de production. Nous parlons de plus d'une zone où les conditions agricoles sont difficiles en raison du climat, de la quantité limitée de terres arables et de la rareté de l'eau. Le résultat, c'est donc une amplification des insécurités alimentaires nationales et/ou locales. Depuis le début de la guerre civile en 2011, la Syrie s'est par exemple retrouvée progressivement contrainte d'importer de plus en plus de céréales. La sécheresse, cumulée aux affrontements armés et au renchérissement du prix des intrants (engrais, semences, pétrole, etc.), a entraîné une chute des surfaces emblavées de 30%. La récolte en blé pour 2014 est la pire des quarante dernières années (environ 1,7 millions de tonnes, contre une moyenne de 3,5 millions de tonnes avant 2011). De même, l'Irak pourrait voir ses besoins croître à leur tour dans les prochains mois. Elle importe en moyenne 3 millions de tonnes de blé sur les dernières campagnes, la situant parmi les 20 plus grands acheteurs de la planète. De plus, la production irakienne de blé, qui permet d'atténuer la dépendance envers les approvisionnements extérieurs, est localisée pour près de la moitié dans le Nord de l'Irak, là même où de nombreux habitants (dont beaucoup sont des fermiers), ont dû fuir par obligation devant la menace représentée par l'EI. La percée territoriale de celui-ci fragilise les récoltes (la FAO estime que la récolte de blé en 2014 pourrait diminuer de 20 à 25%, mais le ministre irakien de l'Agriculture semble encore plus pessimiste). Elle déstabilise par ailleurs le dispositif logistique car le blé produit doit être acheminé dans les moulins et les grands centres de consommation, tels que Bagdad, mais si les routes sont détruites ou entravées (check-points, rackets, pillages), alors l'offre ne peut toucher la demande

(environ 6,5 millions de tonnes consommées en moyenne ces dernières années). Au cours des dernières semaines, l'EI a montré sa volonté de prendre le contrôle des silos à grains ou des moulins de la région. Certains sont d'ores et déjà tombés sous sa coupe, dans le Ninive notamment. C'est une source alimentaire pour ses combattants, mais aussi un moyen de pression fort. On peut même avancer que la prise de stocks de blé sert à financer le Djihad, tandis que les producteurs de blé locaux, dans les territoires contrôlés par l'EI, ne seront pas payés pour leur travail. La récolte n'est pas vendue : elle est accaparée par l'EI et éventuellement revendue par des intermédiaires ensuite. En outre, notons que, dans le cadre de sa prohibition de la drogue, l'EI procède à la destruction de plants de cannabis, souvent dissimulés au milieu de champs agricoles, qui se retrouvent alors entièrement saccagés par les combattants, quand bien même une partie des terres était destinée à de la production alimentaire licite... Autant de pertes et de gaspillages au nom de la propagande djihadiste.

En résumé, le blé, tout comme l'eau ou les puits de pétrole (ces derniers étant peut-être davantage surveillés par les autorités irakiennes et américaines), devient une arme dans le conflit territorial et politique qui se joue en ce moment en Irak et en Syrie. Il est légitime d'être inquiet pour la sécurité alimentaire dans la région : les risques de crise alimentaire augmentent de jour en jour. Ne perdons également pas de vue l'effet domino systématique entre conflits, pauvreté et famine. Dans un tel contexte, la stratégie des acteurs est déterminante. En Syrie, le régime de Bachar El-Assad, Al-Nosra ou l'EI cherchent à orchestrer la distribution de pain aux populations, à contrôler les boulangeries, les silos ou les zones de production. En temps de guerre, c'est éminemment stratégique. L'histoire nous l'a toujours montré et se répète inlassablement sur ce registre. L'Irak avait déjà connu dans les années 1990 une situation dans laquelle la géopolitique et les sanctions internationales contribuent à détériorer sa sécurité alimentaire. Aujourd'hui, le pays est instable, divisé et ses ressources convoitées. La faim ou l'extrême difficulté à accéder (physiquement ou économiquement) à l'alimentation sont les premiers malheurs des populations pauvres, déplacées ou persécutées.

www.affaires-strategiques.info/spip.php?article9975



Antoine SFEIR Rédacteur en chef : Antoine Sfeir
membre du Conseil scientifique d'Euromed-IHEDN

Les Cahiers de l'Orient veulent être l'incarnation de la communauté de destin entre les peuples des deux rives de la Méditerranée et ceux de l'hexagone

Consacrer une revue au Proche-Orient ne relève pas d'une simple coquetterie intellectuelle mais plutôt d'une nécessité. Le Proche-Orient est aujourd'hui une région explosive de notre monde. Sur cette partie de la planète s'accumulent nombre de préoccupations majeures de notre époque et se joue une part importante de son évolution.

En effet, le Proche-Orient reste une région de crises où les conflits et les guerres qui l'ensanglantent se confondent dans les esprits. La violence paraît la définir : Etats dressés les uns contre les autres, peuples contre peuples, peuple contre l'Etat... Des guerres israélo-arabes, à la guerre irako-iranienne, en passant par celle du Liban, le Proche-Orient est une véritable zone de tempêtes.

Cependant, au-delà des luttes politiques et des conflits meurtriers, de véritables bouleversements s'opèrent au sein des sociétés proche-orientales et ce, à plus d'un niveau.

Face à cet ensemble enchevêtré et passionnant de problèmes et de questions, **Les Cahiers de l'Orient** se proposent de saisir la réalité spécifique du monde arabe et musulman d'aujourd'hui. Leur but est d'offrir au lecteur une analyse sérieuse et sereine des sociétés de cette région du monde sur le plan économique, politique, socio-culturel.

Les Cahiers de l'Orient veulent, dans ce contexte, être l'incarnation de la communauté de destin entre les peuples des deux rives de la Méditerranée et ceux de l'hexagone.

Les Cahiers de l'Orient le sont parce que, souligne Antoine Sfeir, « la langue de Voltaire demeure plus que jamais un lieu privilégié de la liberté ».

<http://cahiersdelorient.wordpress.com/>



Vous pouvez vous abonner directement

Libellez vos chèques : 64€ / an

à l'ordre des Cahiers de l'Orient
et envoyez-le

avec votre demande d'abonnement
sur papier libre à l'adresse suivante :

SER (Société d'Édition de Revue)

14, Rue d'Assas - 75006 Paris.

Tél : 01.44.39.48.21.



Bulletin d'adhésion à l'association Euromed-IHEDN

Bulletin à renvoyer avec votre règlement à :
EUROMED-IHEDN chez COUSTILLIÈRE - 48, rue Gimelli - 83000 TOULON

Nom Prénom

Prénom du conjoint *le cas échéant*

Adresse

Code postal Ville

Courriel

Tél. Fax

Je souhaite devenir membre actif de l'association Euromed-IHEDN

et règle la cotisation annuelle *tarif 2013 valable jusqu'au 25 09 2014* d'un montant de :

55 € (une personne)* 80 € (couple)* Etudiant (gratuit)*

* cocher la case (ou les cases) correspondant à votre choix

Cette qualité d'adhérent donne lieu à l'attribution d'une carte de membre actif d'Euromed-IHEDN valable pour la durée du cycle en cours (de septembre à juillet).

L'association à besoin de votre soutien :

un don de 100 € ne vous coutera réellement que 34 €

SEUL LES DONS (en dehors de la cotisation annuelle) permettent de bénéficier de la déduction fiscale, POUR UN PARTICULIER la réduction d'impôt est de 66 %, dans la limite de 20 % du revenu imposable l'association vous délivrera un reçu en application du rescrit fiscal codifié à l'article L80C du Livre des Procédures fiscales.

Je souhaite soutenir l'association pour le cycle en cours

je complète mon adhésion par un don d'un montant de

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de **association Euromed-IHEDN**